

Le pouvoir aux travailleurs

19 AVRIL 98

N° 54

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CAMPAGNE PREELECTORALE: UNE ESCALADE DANGEREUSE.....	2 - 4
- LUTTE CONTRE LA PAUVRETE: UNE TROMPERIE DE PLUS	5
- A LA SOUPE !	6
- GREVE DANS LES DOUANES	7
- LA PAIX SOCIALE QUE LES RICHES VOUDRAIENT, C'EST QUE LES PAUVRES SUBISSENT SANS REAGIR LA GUERRE QU'ILS LEUR MENENT	7 - 8
- SODECI: ROBINET A SEC... MAIS L'ARGENT COULE A FLOT !	8 - 9
- LA DABA, SYMBOLE D'UNE SOCIETE BARBARE .	9
- IL Y A 150 ANS, L'ESCLAVAGE ETAIT ABOLI EN FRANCE	10 - 12
- CAMBODGE: MORT D'UN ANCIEN BOURREAU NATIONALISTE .	12 - 14

DEPARTMENT OF THE ARMY
 OFFICE OF THE ADJUTANT GENERAL
 WASHINGTON, D. C. 20315
 FORM NO. 10 (REV. 1-61)
 (This form is used for the preparation of a copy of a letterhead memorandum for distribution to other agencies or offices.)

TO (Agency or Office)	SUBJECT
<p>1. (Agency or Office)</p> <p>2. (Agency or Office)</p> <p>3. (Agency or Office)</p> <p>4. (Agency or Office)</p> <p>5. (Agency or Office)</p> <p>6. (Agency or Office)</p> <p>7. (Agency or Office)</p> <p>8. (Agency or Office)</p> <p>9. (Agency or Office)</p> <p>10. (Agency or Office)</p>	<p>1. (Subject)</p> <p>2. (Subject)</p> <p>3. (Subject)</p> <p>4. (Subject)</p> <p>5. (Subject)</p> <p>6. (Subject)</p> <p>7. (Subject)</p> <p>8. (Subject)</p> <p>9. (Subject)</p> <p>10. (Subject)</p>

**CAMPAGNE PREELECTORALE:
UNE ESCALADE DANGEREUSE**

Depuis que l'ancien premier ministre Alassane Ouattara a annoncé, lors de son récent séjour à Abidjan, son départ de la direction du FMI prévu pour l'année prochaine, afin dit-il de mettre son expérience au service de son pays, les journaux proches du PDCI sont dans tous leurs états.

Comme la prochaine élection présidentielle prévue pour l'an 2.000 n'est pas très loin et qu'Alassane Ouattara apparaît comme le candidat probable du RDR (Rassemblement des Républicains) dont il est le véritable dirigeant, le PDCI pense déjà aux moyens de l'écartier de la course présidentielle.

Une véritable campagne de presse est orchestrée contre lui. C'est "Le Démocrate", organe du PDCI et "Fraternité-Matin", quotidien pro-gouvernemental qui donnent le ton aux autres journaux qui soutiennent le pouvoir. Par exemple, après avoir publié les photocopies des pièces d'identité qui seraient la preuve que l'ancien premier ministre n'est pas ivoirien, ils ont lancé un appel à tous ceux qui pourraient apporter des témoignages allant dans le même sens.

Sur le même ton de haine ouvertement xénophobe, ces journaux proclament que "la Côte d'Ivoire n'est à brader à un étranger" ou que "Les Ivoiriens ne veulent pas d'un étranger comme président" ou encore qu'Alassane Ouattara "n'a qu'à aller se présenter au Burkina", etc.

Les partisans d'Alassane Ouattara répondent dans les journaux proches du RDR ou dans ceux de l'opposition que celui-ci "est 100% ivoirien".

Dans cette querelle entre membres d'une même famille politique, les arguments tribalistes et xénophobes sont quotidiennement distillés comme du poison par les organes

proches du PDCI. Tous ces gens qui passent pour des défenseurs acharnés de la "patrie" ou de son "identité" baptisée "ivoirité" ne défendent absolument rien d'autre que leurs postes de rédacteurs en chef ou de DG et des avantages qui vont avec (argent, voitures, villas, etc.).

Cette campagne de presse est peut-être destinée à préparer les esprits pour justifier le maintien du code électoral alors que le gouvernement s'est engagé à le réviser dans le sens d'un assouplissement. Selon ce code électoral, pour être candidat à la présidence, il faut avoir les deux parents ivoiriens de naissance et résider en territoire ivoirien sans interruption pendant les 5 ans précédant l'élection présidentielle.

Le maintien de ce code électoral rendrait donc irrecevable une candidature éventuelle d'Alassane Ouattara. En 1995, c'est pour obtenir le retrait de ce code électoral que le "Front républicain" (c'est-à-dire le FPI et le RDR) a organisé le "boycott actif". La répression a provoqué plusieurs morts et blessés ainsi que de nombreuses arrestations dont certaines victimes sont d'ailleurs condamnées à rester en prison plus de dix ans.

Si Alassane Ouattara se présentait à l'élection présidentielle et que sa candidature était démolie au moyen d'un arsenal juridique, une réédition d'un "boycott actif" ne serait pas impossible, soit par le Front républicain (s'il n'est pas volé en éclats entre-temps), soit par le RDR seul.

Les travailleurs et les pauvres auraient tort de soutenir les uns contre les autres. Aucun de tous ces gens ne défend les intérêts des pauvres. Bien au contraire. Ils ont tous une même politique, celle qui permet aux riches d'exploiter les pauvres toujours davantage. C'est ça que nous avons vu quand Alassane Ouattara était au pouvoir et c'est la même chose que nous voyons avec Bédié au pouvoir.

Faut-il le rappeler, quand Alassane Ouattara était au pouvoir, il continuait la même politique d'austérité que celle

d'Houphouët Boigny: blocage des salaires, diminution de moitié des salaires des enseignants embauchés après octobre 1991, licenciements, etc. Quant à ceux qui prêtent une oreille attentive à la campagne xénophobe des journaux proches du PDCI et qui croient qu'une arrivée éventuelle au pouvoir d'Alassane Ouattara se traduirait par une arrivée massive des Burkinabés en Côte d'Ivoire, qu'ils se rappellent que c'est Alassane Ouattara qui a instauré le système des cartes de séjour que les ressortissants pauvres du CEDEAO (et donc des Burkinabés pauvres) n'arrivent pas toujours à payer.

C'est cette même politique d'austérité que poursuit Bédié, comme il en a donné un exemple en février dernier avec le licenciement de 10.000 petits employés de la Fonction publique.

Le fait qu'Alassane Ouattara et Bédié aient une même politique n'est pas étonnant. Le PDCI et le RDR sont deux branches d'un même arbre politique appelé "houphouëtisme", c'est-à-dire une politique au service des riches et des exploités.

Alors, les travailleurs, et d'une manière générale la population, n'auront rien à gagner en se rangeant derrière chacun des deux partis. Ils risquent d'être entraînés dans des affrontements dont ils ont au contraire tout à perdre - à commencer par leur vie que ces politiciens méprisent d'ailleurs.

Que ce soit Bédié qui garde le pouvoir ou Alassane Ouattara qui le remplace, ils mèneront de toutes façons une politique contre les travailleurs et les populations pauvres en général. Alors, ceux-ci ont tout intérêt à rester unis et à s'organiser pas seulement en de véritables syndicats politisés et combatifs, mais aussi et surtout en un parti politique.

Les riches ont leurs partis aussi bien au pouvoir que dans l'opposition. Mais un parti des travailleurs pour défendre les intérêts politiques et matériels de ceux-ci manque cruellement.

**LUTTE CONTRE LA PAUVRETE:
UNE TROMPERIE DE PLUS**

La "lutte contre la pauvreté", tout le monde politicien en fait ses choux gras. Les plumitifs au service du gouvernement prétendent à qui veut les croire que "c'est le cheval de bataille du gouvernement" de Bédié.

Oser affirmer que la lutte contre la pauvreté est "le credo" du gouvernement, lui qui vient à peine de jeter dix mille familles à la rue! Et tout récemment encore, la façon dont le gouvernement a chassé les instituteurs à coups de matraques alors qu'ils n'ont fait que réclamer leur salaire que le gouvernement n'a pas versé depuis un an.

A partir de ces seuls faits, il faut avoir un sacré mépris à l'égard des travailleurs pour oser affirmer que la lutte contre la pauvreté fait partie des priorités du gouvernement.

Le FPI n'est pas en reste, puisqu'il vient de tenir sa troisième convention ordinaire à l'hôtel-Ivoire avec pour thème: "le FPI face au défi de la pauvreté". Le lieu choisi par le FPI pour discuter doctement de la situation des pauvres est à lui tout seul tout un symbole quant à la pauvreté... dans laquelle vivent les riches... Alors, que valent toutes ses belles paroles? Rien que de la poudre aux yeux pour tromper les pauvres; pour leur faire croire que le FPI va améliorer leur sort.

Les "intellectuels" du FPI, tous ces hauts diplômés qui se sont penchés doctement sur cette question de la pauvreté, reprennent à leur compte les

chiffres de l'INS (l'Institut National de la Statistique, organisme reconnu par l'Etat) datant de 1995.

Un des cadres du FPI, "économiste, secrétaire national du FPI chargé de l'industrie et du commerce extérieur", principal orateur lors de cette convention, a déclaré à ce sujet: "l'INS a adopté une démarche très pratique et à notre avis, très positive. Celle-ci est basée sur la nécessité de définir la pauvreté de façon à établir une distinction entre ceux qui sont pauvres et ceux qui ne le sont pas et à guider les décisions à l'aide de ces définitions".

L'INS dont ce dirigeant du FPI honore la démarche définit le seuil de pauvreté en Côte d'Ivoire à 144.500 CFA par an. Calcul fait, un revenu de 400 CFA par jour! Tous ceux qui touchent 450F par jour ne sont plus considérés comme pauvres par l'INS et par le FPI! C'est une insulte! Et ces gens-là disent avoir recensé sur cette base, en 1995, plus de 36% de la population en Côte d'Ivoire qui n'ont même pas ces 400 CFA par jour de revenus.

En temps voulu, les riches sauront faire appel au service du FPI... pour lutter contre la pauvreté. Il se peut alors que le FPI proclame que le salaire ou le revenu minimum est fixé à 500 francs par jour, et que désormais, il n'y a plus de pauvreté en Côte d'Ivoire. Mais gageons que le FPI ne ferait rien, même pour imposer un minimum aussi dérisoire.

L E U R S O C I E T E

A LA SOUPE !

Il y a quelques temps encore la mode chez les opposants ayant pignon sur rue, c'était de s'attaquer au PDCI, du moins à ses dirigeants, à défaut de n'avoir pas grand-chose de différent quant à leur politique. Depuis un certain temps, on peut constater que cette mode a quelque peu changé pour laisser la place à la politique de la lèche.

Et pour cause! Tous ces opposants qui n'ont en fin de compte d'autres objectifs que de passer à la mangeoire sont bien obligés de se rendre à l'évidence que ce n'est pas demain la veille que le PDCI leur laissera la place. En tout cas, pas sans la pression de la rue.

Eventuellement, ces opposants se verront appeler individuellement pour un petit poste de sous-fifre. Et encore, il n'y a pas de place pour tout le monde. D'ailleurs, ça se bouscule au portillon!

A l'exemple d'Adama Coulibaly, cet ancien du PDCI, ex-ministre et ex-numéro deux du RDR, il faudra ramper et passer par la petite porte pour accéder à la mangeoire. C'est probablement le sens que veut donner Bédié à son fameux "gouvernement d'ouverture".

Bédié a visé juste, puisque

les candidats à la soupe sont nombreux: il y a d'abord les Wodié, les Don Mello et quelques autres du même acabit qui n'ont pas grand-chose à monnayer au PDCI et qui sont par conséquent les moins exigeants au point de ne pouvoir même oser refuser - tel ce Don Mello - un petit tabouret au "Conseil Economique et Social", de peur d'offusquer Bédié et de ne se voir proposer un jour un petit poste dans un ministère obscur quelconque.

Si Don Mello a accepté tel un petit toutou ce poste d'ailleurs à sa mesure, -et chacun a pu voir avec quel mépris Bédié s'y était pris- un Wodié qui n'a pas eu cette chance n'a même pas osé s'indigner du mépris avec lequel Bédié leur fait ses offres. A ce propos, Wodié a déclaré: "chaque parti politique (en parlant du "parti" de Don Mello) a le droit de mener la politique qui lui sied". Ce genre de déclaration a une drôle d'odeur de soupe!

A côté, il y a les Gbagbo qui sont en mesure d'être un peu plus exigeants, du fait de leur poids dans la vie politique. Ceux-là n'ont pas envie de ramper aussi bas que les premiers. Mais toute la différence entre tous ces gens est simplement dans l'angle de la courbure de leur dos!

L E U R S O C I E T E

GREVE DANS LES DOUANES

Le 17 avril dernier, les douaniers ont déclenché un mouvement de "grève illimitée" pour exiger l'application des promesses faites à eux par la direction, concernant le paiement entre autres du 1% des recettes douanières qui devrait leur être versé tous les trois mois et le paiement des heures supplémentaires du mois précédent.

Les douaniers sont perçus comme des privilégiés. Et ce n'est pas faux. Ils profitent souvent de leur fonction pour racketter des petites gens et toucher des pots-de-vin des riches qui ne voudraient rien payer à l'Etat. Dans un régime corrompu, l'exemple vient d'en haut. Quoi d'étonnant alors que ceux qui sont en bas de l'échelle et qui sont mal payés se

débrouillent par la corruption, des fois au détriment des plus pauvres pour arrondir leurs fins de mois?

Mais ils ont raison de se battre pour faire respecter leurs droits. Le port et l'aéroport sont paralysés. Les caisses de l'Etat risquent de ressentir les conséquences de cette grève si la direction ne satisfait pas rapidement les revendications des douaniers en grève.

Si les douaniers qui ne sont pas le plus à plaindre n'hésitent pas à se mettre en grève pour faire aboutir leurs revendications, nous les travailleurs, avons de multiples raisons de faire comme eux pour exprimer notre colère.

**LA PAIX SOCIALE QUE LES RICHES VOUDRAIENT,
C'EST QUE LES PAUVRES SUBISSENT SANS REAGIR
LA GUERRE QU'ILS LEUR MENENT**

L'UGTCI a tenu à la fin du mois de mars dernier des "journées de réflexions" sur le "code de travail et la convention collective interprofessionnelle".

La conclusion apportée par

Adiko Niamkey, le Secrétaire Général de cette centrale syndicale, est que cette convention collective qui date de 1977 et le code du travail qui ne date que de janvier 1995 sont en "contradiction" l'un et

L E U R S O C I E T E

l'autre. Le code du travail faisant "la part belle aux employeurs".

Ce qui gêne Adiko Niamkey ce n'est pas vraiment cet aspect des choses. D'autant plus que ce nouveau code du travail a été élaboré en étroite collaboration entre le syndicat du patronat, le gouvernement et l'UGTCI. Tout le reste n'est qu'hypocrisie! C'est un secret de polichinelle d'affirmer que les dirigeants de l'UGTCI sont avant tout au service des employeurs et du gouvernement.

Ce que craint en fait Adiko Niamkey, c'est que ce nouveau code du travail n'"aboutisse à la rupture de la paix sociale", pour

reprendre le discours du Secrétaire général de l'UGTCI. Et ce discours s'adresse aux riches, soucieux qu'il est de préserver les intérêts des riches dont il fait partie lui-même.

Adiko Niamkey est placé mieux que d'autres pour savoir que la classe des travailleurs n'obtiendra quelque chose de la classe riche et du gouvernement à son service que si elle rompt avec "la paix sociale". La bourgeoisie ignorant royalement toute autre forme de dialogue.

Tant que les riches ne craindront pas les pauvres, les choses ne peuvent pas s'améliorer pour ces derniers.

SODECI:
ROBINET A SEC...MAIS L'ARGENT COULE A FLOT !

Ils ne sont pas gênés les dignitaires du pouvoir ainsi que les dirigeants de la Sodéci de fêter à l'hôtel Novotel "la journée mondiale de l'eau", pendant qu'il y a une dramatique pénurie d'eau potable dans beaucoup de villes du pays.

Partout dans les villes comme Man, Issia, Bouaflé, etc, le seul recours de la population ce sont les marigots.

Le PDG de la Sodéci, interpellé par cette situation dramatique, s'est tout simplement désengagé en déclarant que c'est

la "sécheresse" qui est à l'origine de la pénurie d'eau en Côte d'Ivoire.

C'est peut-être aussi la "sécheresse" qui fait que la majorité des foyers des travailleurs à Abidjan n'ont même pas l'eau courante dans leur maison?

Non, les Bouygues n'ont certainement pas mis la main sur la Sodéci pour amener l'eau dans les robinets, sauf quand ça leur rapporte. Comme toute entreprise capitaliste, la seule chose qui compte pour les bourgeois c'est

L E U R S O C I E T E

de faire du profit. Que la population pauvre crève de choléra, de bilharziose ou de

dysenterie, ce n'est certainement pas leur affaire.

LA DABA, SYMBOLE D'UNE SOCIETE BARBARE

Kablan Duncan vient d'inaugurer une petite usine de montage de machines agricoles de marque chinoise à capitaux "Ivoiro-Chinois". Cette usine de moins de 50 personnes produira entre autres machines, quelque 1400 tracteurs agricoles par an.

les paysans pourront enfin se soulager de leur Daba, pourrait-on penser! Ce ne serait qu'un juste retour des choses, diriez-vous.

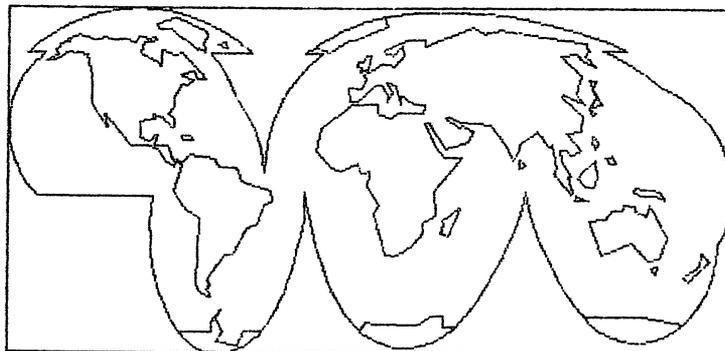
Soyons en sûrs, que non! C'est comme pour les médicaments: les pharmacies en regorgent -et on pourrait en fabriquer encore

mille et mille fois plus- mais la population pauvre continue et continuera à souffrir et à mourir de maladie.

Il en va de même pour tout le reste, tracteur ou pas, les ouvriers agricoles et l'écrasante majorité des paysans continueront à travailler, pliés en quatre, le dos en feu, comme leurs ancêtres d'il y a des centaines d'années.

La daba ne sera léguée au musée de l'histoire où se trouve depuis longtemps sa place qu'avec le capitalisme lui-même.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

<p>IL Y A 150 ANS, L'ESCLAVAGE ETAIT ABOLI EN FRANCE</p>
--

Il y a 150 ans, le 27 avril 1848, le Sous-Secrétaire d'Etat aux colonies françaises, Victor Schoelcher, signait le "décret d'émancipation des esclaves". La célébration de ce 150^{ème} anniversaire sera l'occasion pour les représentants de l'Etat français et les politiciens de prononcer des discours sur les "principes des droits de l'homme", sur la "démocratie républicaine". Ils verseront probablement quelques larmes hypocrites, présenteront des excuses et feront même de la repentance comme c'est à la mode de nos jours, sur la tragédie qu'ont subie des millions d'esclaves durant cette période de la traite négrière qui a duré des siècles et qui a permis, notamment à la bourgeoisie française, d'amasser fortune et à son Etat de devenir une puissance impérialiste.

Cette date du 27 avril est abusivement présentée comme le 150^{ème} anniversaire de l'"abolition de l'esclavage". Il ne s'agit en réalité que de son abolition par la France. Rappelons qu'en Angleterre elle le fut 15 années plus tôt qu'en France; aux Etats-Unis ce fut en 1865 après la guerre de sécession; à Cuba en 1886 et au Brésil en 1888 seulement. A Saint Domingue (actuellement Haïti) grâce à l'insurrection victorieuse des esclaves qui a abouti en 1804 à l'indépendance de ce pays par rapport à la France, l'esclavage y a été aboli depuis cette date.

Si à cette date précisément, la France avait décidé de mettre

fin à cette pratique ce n'est pas parce que brusquement la morale et l'"esprit des droits de l'homme" aurait fini par l'emporter sur "le commerce honteux" bafouant la dignité humaine. Non, en aucun cas l'abolition de l'esclavage par la France ne fut octroyée, pour la bonne conscience. Il n'y a pas qu'une seule cause à cette abolition mais un ensemble de causes conjuguées. L'une d'elles est économique, l'esclavage entraînait en contradiction avec l'essor du mode de production capitaliste. Historiquement la fin de l'esclavage correspondait aux intérêts de la bourgeoisie industrielle française qui prédominait suite à la révolution industrielle. Mais c'est l'intervention des masses populaires, celle des ouvriers à Paris et celle des esclaves dans les Antilles françaises qui ont permis de mettre fin à la traite des esclaves en France. La société française couvait en effet une révolution. Celle-ci éclata en février 1848. L'insurrection des ouvriers et des étudiants à Paris a fini par renverser le régime de Louis Philippe. Les années et les mois qui précédent voient se produire en Martinique et en Guadeloupe des révoltes incessantes d'esclaves. L'état d'esprit des esclaves est quasi insurrectionnel et la peur gagne dans les camps des maîtres et de l'administration coloniale. Lorsque la nouvelle de la révolution de février et de l'abdication de Louis Philippe parviennent aux oreilles des esclaves antillais près d'un mois plus tard, la situation

devient quasiment explosive. C'est ainsi que le 27 avril sous la menace d'une explosion dans ses colonies des Antilles, le régime issu de la révolution de février signera le décret de l'abolition de l'esclavage. Quelques jours plus tard, au mois de mai 1848, une insurrection éclate en Martinique tandis qu'en Guadeloupe la situation était pré-insurrectionnelle.

Aujourd'hui 150 ans après, on ne peut pas dire que l'esclavage a complètement disparu de la terre. Tout récemment encore des militants membres d'associations anti-esclavagistes ont été emprisonnés en Mauritanie pour avoir osé dire et témoigner de l'existence de l'esclavage dans ce pays qui ne l'a aboli officiellement qu'en 1980. Combien sont de nos jours, de par le monde, des hommes, des femmes et des enfants qui vivent les conditions de l'esclavage qui n'ose pas dire son nom? Le chiffre de 200 millions est avancé par une association qui s'occupe en France de venir en aide aux enfants et aux jeunes filles dont une partie provient de l'Afrique et qui vivent en état de captivité chez leurs "maîtres" dont la plupart sont membres des ambassades.

Des enfants, même pas sortis de l'adolescence sont "employés" dans les mines, dans les champs, les ateliers de tissage ou dans les industries pour y accomplir les tâches les plus dangereuses. Certains y laissent leur vie pour enrichir les propriétaires sans scrupules. C'est le visage du capitalisme à l'aube du 21ème siècle. C'est ce même capitalisme qui est responsable de la misère dans le Tiers-Monde, qui affame les peuples des pays pauvres et qui produit le chômage et la mendicité jusqu'au coeur des métropoles impérialistes.

La barbarie de la traite négrière a certes disparu mais pas la barbarie tout court. Elle a à peine changé de forme. Et elle reste à abolir.

Aujourd'hui un certain nombre d'associations africaines et antillaises proposent de quémander auprès des puissants du monde pour qu'ils reconnaissent enfin la traite négrière comme "un crime contre l'humanité", comme le "plus grand génocide que la terre ait connu". Mais là n'est pas le vrai combat. Car quand bien même les dirigeants de ce monde le feraient, cela ne changerait pas grand-chose. Bill Clinton a tout récemment versé une larme à l'île de Gorée et présenté ses "excuses". Cela a-t-il changé la politique de l'impérialisme américain d'un iota par rapport à l'Afrique et à l'ensemble du Tiers-Monde? Pas du tout. Ça ne lui coûte rien. Bien au contraire c'est un geste qui lui permet de s'offrir sans aucun frais de se montrer "généreux" et de redorer son blason.

La tâche de ceux qui veulent réellement que l'humanité change radicalement de visage et ne permette plus jamais la possibilité d'un génocide, d'un crime contre l'humanité, de quelque barbarie qu'elle soit, c'est de chercher le remède par la racine et non se contenter de quelques reconnaissances. Nos intellectuels et nos petits bourgeois si friands de reconnaissance de la part des puissants de ce monde ne veulent pas en réalité combattre le système capitaliste qui est à la base de cette barbarie qui continue jusqu'à nos jours sous leurs yeux. Leur rêve à eux c'est de profiter eux aussi de cette société d'exploitation de l'homme par l'homme. Ce qu'ils

rejettent, ce sont uniquement les aspects les plus abjects de la barbarie capitaliste. Ils voudraient un "capitalisme à visage humain" où les droits des uns et des autres soient reconnus, où l'on puisse avoir le droit de tirer profit du travail d'autrui mais sans bafouer sa dignité. Ils voudraient concilier en fait le droit d'avoir des privilèges et celui d'avoir en plus la bonne conscience. Qu'ils cherchent! D'une manière où d'une autre, ils seront les complices directes ou indirects de la bourgeoisie.

Quant à ceux qui sont

sincèrement pour qu'existe sur cette terre une société plus humaine, où chacun puisse vivre dans la dignité, où personne ne pourrait opprimer ni exploiter personne, où toutes les richesses, toutes les connaissances soient mises au service de l'ensemble des habitants pour que chacun puisse vivre décentement, ils devraient plutôt chercher ailleurs. C'est la voie des révolutionnaires communistes, de ceux qui veulent aider les exploités à s'organiser pour renverser le système sur le quel repose la bourgeoisie.

**CAMBODGE :
MORT D'UN ANCIEN BOURREAU
NATIONALISTE**

Pol Pot l'ancien dictateur sanguinaire du Cambodge serait mort. Ce chef des Khmers Rouges a été au pouvoir entre avril 1975 et janvier 1979. Durant son pouvoir, près de deux millions de personnes, essentiellement des habitants des villes ont été exterminés.

Un peu d'histoire.

Le Cambodge faisait partie de l'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge). Cette région a été colonisée par la France par étapes successives à partir de la deuxième moitié du siècle dernier. Les colonisateurs y mettent en place un véritable empire financier par l'intermédiaire de la Banque d'Indochine qui détient le monopole de l'émission du Piastre, une monnaie indexée sur le franc français.

Les premières victimes de la colonisation furent les paysans. Ils ont été dépossédés de leurs lopins de terre par les colons. La colonisation transforma un grand nombre d'entre eux en vagabonds qui se déplaçaient au gré des saisons entre les villes et les campagnes. Le riz, principale ressource du Cambodge mais aussi de toute l'Indochine partait par bateaux entiers vers la France. Le pire résultat de cette politique coloniale fut la grande famine de 1944.

Lorsque l'industrie automobile prit son essor en Occident, l'exploitation de l'hévéa pour l'exportation du caoutchouc fut sans doute le secteur le plus lucratif de l'économie coloniale en Indochine. Après la première guerre mondiale, les

colonialistes ont développé le pillage du sous sol. Des dizaines de milliers de personnes travaillaient de douze à quatorze heures dans les mines de charbon appartenant aux colonialistes. Par ailleurs les impôts très lourds tels que la capitation et l'impôt de corvée furent ponctionnés sur une population exsangue.

La lutte pour l'indépendance commença au Vietnam. C'est le pays le plus riche et le plus important de l'Indochine: 60 millions d'habitants contre 7 millions au Cambodge et 3 millions au Laos. Elle fut dirigée par le Parti Communiste soutenu par l'URSS. La guerre contre les puissances impérialistes a commencé dès la fin de la deuxième guerre mondiale: contre les Français jusqu'en 1954, ensuite contre les Américains jusqu'en 1973. Le Vietnam et le Cambodge étaient devenus des pays sinistrés et le sont jusqu'à nos jours. Formellement, le Cambodge est indépendant depuis 54. Mais les grandes puissances s'étaient entendues pour mettre à la tête du pays le prince Sihanouk un descendant d'une dynastie précoloniale. Ce dernier était arrivé au pouvoir après avoir pratiqué un "jeu de balance" en s'appuyant tantôt sur les Américains, tantôt sur le FNL vietnamien et la Chine. Il fut destitué du pouvoir par Lon Nol un fantoche propulsé par les militaires américains. La résistance cambodgienne s'accrut, et les Khmers Rouges dirigés par Pol Pot prirent le pouvoir en 75. C'étaient des nationalistes réactionnaires qui ont vidé de force les villes. Des miliciens et même des gamins faméliques ont été enrôlés par des commissaires politiques. Ils faisaient régner la terreur parmi les citadins.

UN "SALAUD UTILE " POUR LES IMPERIALISTES

En 79 l'armée vietnamienne envahit le Cambodge. Pol Pot se réfugie dans la jungle de l'Ouest et depuis là il se refait avec l'aide chinoise...mais aussi la bienveillance occidentale. Les puissances occidentales ne sont pas très regardantes lorsque leurs intérêts le dictent. Leur ennemi d'hier était devenu dans les années 80 leur "ami" car il combattait contre la mainmise de Hanoï. Le Vietnam était alors considéré comme l'ennemi principal. Le "génocidaire" Pol Pot était du coup protégé par le régime thaïlandais voisin, ami des USA. Ainsi les Khmers Rouges bénéficiaient d'une certaine mainmise sur les camps de réfugiés placés le long de la frontière. Tout ceci ne pouvait se faire sans l'aval des USA.

Pol Pot est certainement un criminel. Mais il faut se souvenir que le contexte qui a fait surgir une telle crapule et la propulser à la tête du Cambodge, a été cet enchaînement d'événements sanglants, dont deux guerres menées dans la région: la première par l'impérialisme français pour maintenir une domination coloniale abjecte sur l'ensemble de l'Indochine, la deuxième, plus meurtrière encore, par l'impérialisme américain, au nom du "containment" -ce fut l'expression officielle- c'est-à-dire pour contenir l'expansion de la zone d'influence soviétique, réelle ou imaginaire.

Oui, Pol Pot a été un salaud, responsable avec d'autres de la mort de plusieurs centaines de milliers de femmes et d'hommes. Mais combien de femmes et d'hommes sont morts,

tués par les troupes françaises pendant la première guerre d'Indochine, menée simplement pour prolonger d'une dizaine d'années une domination coloniale condamnée par l'histoire? Combien d'enfants, de femmes, d'hommes morts pendant les bombardements de cette deuxième guerre d'Indochine, où l'aviation américaine a lâché plus de bombes sur le Vietnam, mais aussi, sur le Cambodge et sur le Laos, que la totalité des bombes utilisées pendant la seconde guerre mondiale? Et combien sont morts, avant ces deux guerres, dans les bagnes de Polo Condor ou simplement, de la dureté de l'exploitation sur les plantations de Michelin ou d'autres? Combien sont morts après les guerres et continuent à

mourir, car même aujourd'hui, les explosifs laissés en "souvenir" par l'armée américaine continuent à exploser; combien continuent à mourir, simplement de mauvais soins, de malnutrition, parce que la guerre a laissé cette région du monde exsangue, étranglé?

Alors, malgré les horreurs innommables qu'il a commises, Pol Pot et ses sbires sont encore des amateurs à côté des assassins civilisés de Paris et de New York; de ces dirigeants et de ces profiteurs du monde impérialiste, qui n'ont pas forcément du sang sur les mains parce que, même les tâches de bourreau, ils les font exécuter par d'autres..."

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.